

Je continue à citer:

«Sa fabrication est limitée aux disponibilités de l'or, . . .

Aujourd'hui, ce mythe est disparu; on l'a remplacé par un autre, qui n'est pas moins impressionnant: celui du dollar américain.

N'oublions pas pourtant que nos gouvernements sont aussi pauvres que l'individu. Le municipal, le provincial, le fédéral n'ont d'argent que celui que nous leur versons en taxes, etc. . . . celui qu'ils empruntent des banques.

C'est là-dessus que je voudrais appeler l'attention du gouvernement, parce que cette situation n'a pas changé. J'avais confiance qu'un ministre des Finances aussi dynamique que celui que nous avons actuellement aurait la jeunesse nécessaire pour faire la transformation qui s'impose, afin que cet instrument, c'est-à-dire l'argent, devienne enfin le serviteur de la nation.

Je continue à citer:

Oui, le pouvoir public qui accorde aux banques le pouvoir de faire de l'argent est obligé de s'adresser aux banques et de payer de forts intérêts pour obtenir du crédit afin d'administrer le pays et de donner à manger aux chômeurs.

Argent, monnaie, crédit! Est-ce donc une seule et même chose? Les banques en sont-elles les maîtresses? A quels principes obéissent-elles donc dans la fabrication de l'argent? Dans l'émission de la monnaie? dans la distribution du crédit? Qu'exigent-elles en retour et pourquoi? Autant de questions auxquelles aucun manuel scolaire ne répond. Et pourtant, le problème semble crucial à l'heure actuelle. Pourquoi ce mystère sur l'origine de l'argent?

N'est-il pas grand temps de dissiper ce mystère.

Or, depuis 1939, il est évident que la lumière a été faite sur cette question, parce qu'un mouvement a existé au Canada, soit celui de l'honorable William Aberhart, en Alberta, qui a rayonné à travers le pays. Enfin, la lumière se fait de plus en plus sur cette question. Il faudrait non seulement faire la lumière, mais des réformes, pendant qu'il en est encore temps, parce qu'actuellement, au rythme où vont les choses, dans le dernier budget du ministre des Finances, on peut constater que, jour après jour, les Canadiens sont taxés pour payer le tribut, l'intérêt, à ceux qui ont le pouvoir de monnayer le crédit de la nation, ce qui nous coûte \$6,191,000 par jour. A ce rythme-là, on ne pourra pas continuer à se développer d'une façon normale et l'on sera obligé de continuer à faire notre parade vers les États-Unis.

Les États-Unis sont-ils en meilleure posture que nous? On va essayer de voir de quelle façon les choses se passent là-bas. J'ai quelque chose de très intéressant à dire à ce sujet-là et sur quoi on devrait réfléchir.

J'entendais, cet après-midi, l'honorable député de Laurier (M. Leblanc) dire que pour avoir une bonne administration au Canada, il n'y a pas d'autre moyen que d'avoir un gouvernement libéral. C'est son opinion. Pour avoir une bonne administration au Québec, il n'y a pas d'autre solution que d'avoir un gouvernement libéral.

Or, monsieur l'Orateur, je n'en veux absolument pas aux libéraux, mais je suis offensé et peiné de voir le premier ministre du Québec charger une brouette d'hypothèques sur les biens de la province, traverser la frontière et aller dire aux Américains: Nos biens, nous vous les donnons en garantie. Donnez-nous donc des chiffres, donnez-nous donc la permission de nous servir de nos richesses naturelles.

Il est bien vrai, monsieur l'Orateur, que les choses se passent ainsi. J'ai en main un document très intéressant, publié aux États-Unis, dans le *Manchester Guardian Weekly* du 9 décembre 1971. Je cite:

[M. Lambert (Bellechasse).]

Le gouvernement canadien est de plus en plus inquiet de la domination américaine de son économie et de ses ressources naturelles. Dans cet article, M. A. W. Cockerill se demande si à ce stade, les Canadiens peuvent encore faire quelque chose.

LE CANADA—COLONIE ÉCONOMIQUE

Au cours d'une séance de la commission des «ressources énergétiques» du Sénat américain en mai 1971, M. Brice O'Brian, président de la *U.S. National Coal Association*, a déclaré: «... notre gouvernement estime que le Canada nous appartient en ce qui concerne son énergie.» Ce n'était pas là la déclaration truculente d'un industriel américain naïf et peu diplomate. Au contraire, les paroles d'O'Brian étaient simplement l'écho des sentiments du président Nixon, de l'opinion politique des États-Unis et des industriels en général.

• (2020)

Le mois suivant, au cours d'une déclaration sur les besoins américains en énergie, le président Nixon a lui-même dit qu'une des solutions majeures à la crise du pays était d'importer de vastes quantités d'énergie du Canada, c'est-à-dire du gaz naturel, du pétrole, du charbon, de l'énergie hydroélectrique et de l'eau. Ces sources d'énergie, ainsi que des produits comme les minerais, le charbon, le bois de pulpe et autres produits similaires, sont connus depuis quelque temps aux États-Unis sous le nom de «ressources continentales».

Voilà. Les Américains pensent que tout leur appartient. Cela n'est pas étonnant! Lorsqu'on passe notre temps à «brouetter» des hypothèques chez le voisin, on finit par croire que c'est à nous les biens qui ont été donnés en garantie, cela est tout à fait normal.

Je continue la citation:

Que ces ressources soient le «bien commun» de tous les habitants du continent nord-américain, voilà une idée assez récente, bien que les dirigeants politiques et industriels américains l'aient sans doute eue à l'esprit depuis bien plus longtemps. On pourrait rire d'un tel concept si la question n'était pas aussi grave qu'elle ne l'est: en effet, une telle façon de voir implique que les ressources du continent américain sont également la propriété commune du Canada et vice versa. Le seul problème, c'est que les États-Unis n'ont pour ainsi dire plus de ressources et que, par conséquent, ils n'en ont pas à partager: ce que les États-Unis veulent dire par «ressources continentales» est par conséquent évident.

A mesure que les déclarations publiques relatives à ce sujet se multiplient, l'idée de «propriété commune» devient de plus en plus ancrée dans l'esprit du public ou, du moins, dans l'esprit du public américain . . .

Le gouvernement Nixon est aussi habile que n'importe quel autre à traduire les désirs de la minorité en la volonté de la majorité . . .

... Avec une population de plus de deux cent millions d'habitants, les États-Unis consomment déjà plus que leur part des ressources mondiales. Au milieu de ce siècle, ce pays est passé du rôle d'exportateur à celui d'importateur de matières premières. On peut comparer le développement économique du pays à une énorme machine industrielle chez laquelle trois conditions doivent être remplies pour assurer la continuation de son existence. Ce sont les besoins de matières premières pour l'alimenter, de personnel pour la faire fonctionner et de marchés pour consommer sa production. Le point crucial du problème est la première condition, car les deux autres sont remplies par la simple existence d'une population vaste et grandissante.

Cela nous donne une idée qu'il devient de plus en plus intéressant pour les financiers américains de prendre des hypothèques sur les richesses naturelles du Canada, car cela leur rapporte beaucoup. Et je poursuis la citation:

Sur le front de l'énergie hydroélectrique—une ligne reliant en gros Churchill Falls au Labrador, la baie James au Québec et Kettle Rapids au Manitoba—la conquête des ressources canadiennes s'est déjà avancée bien au nord. La pénurie d'énergie électrique est si grande que les grandes sociétés américaines, l'ayant prévue il y a plus de dix ans, se sont immédiatement mises à l'action. On ne rate aucune occasion lorsqu'il s'agit de s'assurer ces ressources, même en ce qui concerne le capital de placement.